

MICHEL ONFRAY

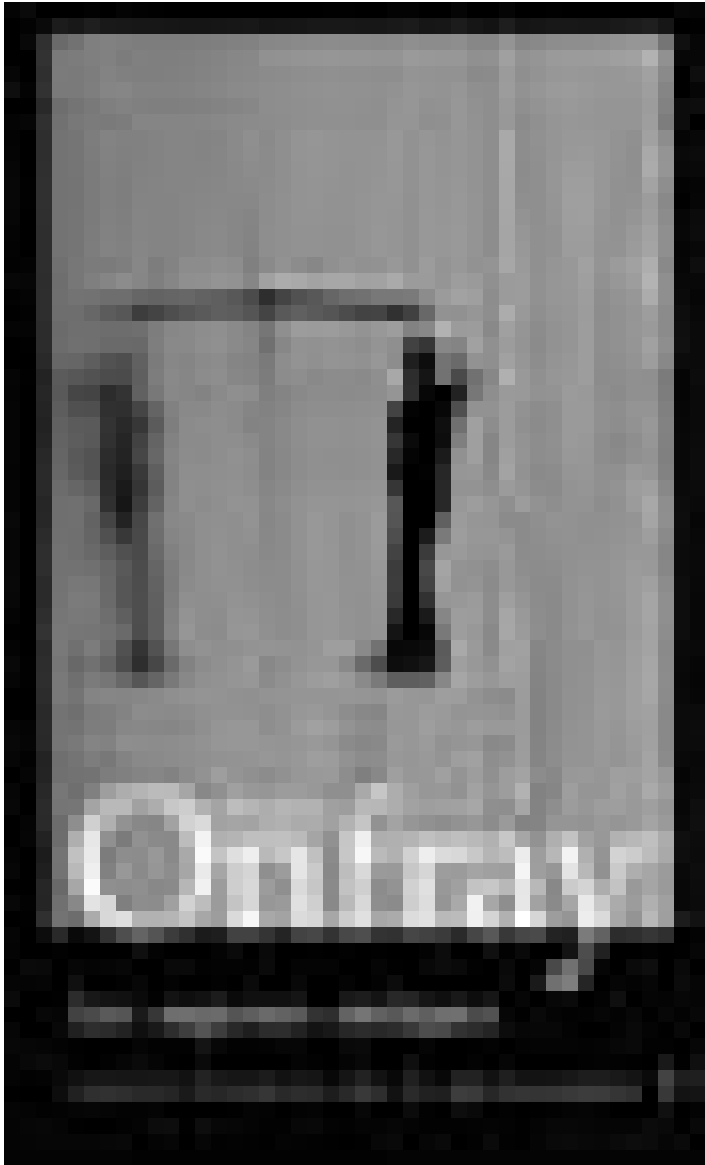
Misère de l'idéalisme

Avec "Les sagesses antiques", Michel Onfray inaugure une série de six tomes consacrée à une historiographie critique et virulente de la philosophie institutionnalisée.

Michel Onfray part en guerre. A nouveau. Dans un de ses derniers ouvrages, le "Traité d'athéologie", qui fit polémique en France, Onfray remettait les trois religions du Livre à leur place, dans le camp de ces doctrines fondamentalement hostiles à l'humain. Cette fois-ci, le "philosophe du plaisir" libertaire qui se définit comme un marxo-freudien, s'engage dans une campagne d'envergure. Avec "Les sagesses antiques", Michel Onfray signe le premier de six tomes de sa "Contre-histoire de la philosophie". Pour l'instant, seul le second ("Le christianisme hédoniste") est déjà paru, mais les titres des quatre suivants sont évocateurs: "Les Lumières baroques", "Les Ultras des Lumières", "L'eudémonisme social" et "Les machines désirantes".

Pourquoi une contre-histoire? Partant du constat que "l'histoire est faible avec les gagnants et sans pitié à l'égard des perdants", Onfray reproche aux mandarins de la philosophie "un peu arrogante", d'avoir laissé de côté toute critique historiographique. Car comme l'histoire appartient aux vainqueurs, ce sont également eux qui définissent les canons philosophiques, en justifiant un ordre et en légitimant des dogmes. Tout

Michel Onfray,
"Contre-histoire
de la philosophie 1 -
Les sagesses antiques",
Editions Grasset et
Fasquelle, 2006.



Contre vents et marées, "Les sagesses antiques" constitue un guide pratique de philosophie alternative.

cela dans un contexte de rapport de force politique. Pour ce qui est de l'Antiquité grecque, Onfray oppose les matérialistes aux idéalistes, emmenés par Platon et ses idées cavernieuses: "Avec le christianisme, les premiers (les idéalistes, ndlr) ont accédé au pouvoir intellectuel pour vingt siècles. Dès lors, ils ont favorisé les penseurs qui oeuvrent dans leur sens et effacé toute trace de philosophie alternative." Cet effacement n'était pas symbolique. Onfray rapporte en effet que des milliers d'écrits matérialistes ont été détruits, brûlés, jetés dans les rivières ... Il fallait donc bien réhabiliter ces matérialistes, hédonistes ou cyniques tels que Démocrite, Leucippe, Aristippe, Diogène, Epicure, Lucrèce ou Horace.

Mais le carnage subi par ces philosophes qui célébraient le corps et non pas l'idée - qui n'est rien sans le premier - et ne méconnaissaient ni ne méprisaient les plaisirs profanes de la chair et du vin, a été féroce. Au contraire des oeuvres de Platon, ce que déplore Onfray: "D'autres, malheureusement, nous ont été transmises dans leur quasi-totalité - ainsi des dialogues de Platon dont l'influence et les ravages pendant ces deux derniers millénaires pourraient donner naissance à une encyclopédie des nuisances ...". Et vlan!

Adeptes d'une philosophie pratique, Onfray se fait politique - il revendique d'ailleurs sa subjectivité déjà pratiquée par les anciens. La victoire intellectuelle des idéalistes a eu

des conséquences concrètes: "(...) en gagnant, Platon, les stoïciens et le christianisme imposent leurs logiques: haine du monde terrestre, détestation des passions, des pulsions, des désirs, discrédit jeté sur le corps, le plaisir, les sens, sacrifice aux forces nocturnes, aux pulsions de mort".

Onfray n'envise pas sa bataille historiographique dénuée de sens et tente de corriger certaines manipulations. Il s'interroge par exemple sur les raisons pour lesquelles Démocrite est qualifié aujourd'hui encore de "présocratique" alors qu'il fut de dix ans le cadet du maître de Platon et qu'il lui survécut encore une trentaine d'années. Cette terminologie ne serait pas, selon Onfray, innocente: elle induit que la philosophie connut un avant et un après Socrate, qui en serait devenu le "messie".

Ce premier tome est d'une grande efficacité. Le ton vif, décomplexé et consciemment provocateur de Michel Onfray donne de la plasticité aux écrits. Intelligent et érudit, ce livre constitue une arme intellectuelle indispensable à cette époque où les cléricaux de tous poils recommencent à hausser le ton. Un vaccin salutaire contre les religions et toutes autres formes d'obscurantisme.

David Wagner

Avis

Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Réserve de suppléants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire
Appel aux candidatures pour l'année scolaire 2006/2007

Le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle se propose d'admettre à la réserve de suppléants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire, prévue par la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire, un certain nombre de candidats (m/f) à partir de l'année scolaire 2006/2007.

Peuvent être engagés à la réserve de suppléants, dans l'ordre de priorité ci-après:

- 1) des instituteurs admis à la fonction et des candidats admissibles à la fonction d'instituteur;
- 2) des détenteurs d'un diplôme d'instituteur ayant obtenu des notes

suffisantes dans les épreuves de classement, mais ne s'étant pas classés en rang utile lors du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'éducation préscolaire et à celle d'instituteur d'enseignement primaire;

- 3) des détenteurs d'un diplôme d'instituteur ayant réussi aux épreuves préliminaires organisées dans le cadre du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'éducation préscolaire et à celle d'instituteur d'enseignement primaire;

- 4) des détenteurs d'un diplôme d'instituteur qui ne remplissent pas les conditions sous 3), mais qui ont réussi aux épreuves de langue organisées dans le cadre du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur ou aux épreuves organisées conformément à la réglementation fixant les modalités du contrôle de la connaissance des trois langues administratives pour le recrutement des fonc-

tionnaires et employés des administrations de l'Etat et des établissements publics;

- 5) des détenteurs de l'attestation d'admissibilité à la réserve de suppléants.

Les personnes désireuses d'être engagées dans la réserve de suppléants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire introduiront leurs demandes accompagnées de copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et attestations prouvant quelles remplissent l'une ou l'autre des conditions énumérées ci-avant.

Les demandes sont à adresser au Ministère de l'Education Nationale et de la Formation professionnelle, **Service du personnel des écoles, bureau 115**, L-2926 Luxembourg, pour le 10 juillet 2006 au plus tard.

Avis

Le groupe de parole ATAVIE

Vous êtes dans l'impasse, victime de comportements méprisants de la part de votre

partenaire. Vous aimerez en parler, partager vos expériences avec d'autres qui ont vécu une situation semblable et trouver des solutions à travers ce contact.

Notre groupe vous permettra de vous faire entendre, de vous exprimer librement et en toute confidentialité. Nous sommes là pour vous accompagner et pour vous soutenir quelque soit votre décision! Notre première rencontre qui se fera en langue française aura lieu le 17 juillet 2006 de 17 heures à 18h30 au Service d'Aide aux Victimes, SCAS, Galerie Kons, 24-26, Place de la Gare, Luxembourg au 2ième étage. Nous sommes à votre disposition pour de plus amples renseignements et vous pouvez nous contacter au 47 58 21 627.

Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Poste vacant

Il est porté à la connaissance des intéressés que le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle se propose d'engager à partir du 1er octobre 2006

1 employé de bureau (m/f) de la carrière D,

à durée indéterminée et avec une tâche partielle de 20 heures par semaine

pour les besoins du secrétariat-élèves du Lycée technique Josy Barthel à Mamer.

Les candidats âgés de 18 ans au moins présenteront leur candidature pour le 12 juillet 2006 au plus tard au Directeur du Lycée technique Josy Barthel - Tossebiert - L-8268 Mamer

Profil souhaité:

- être titulaire du certificat luxembourgeois de fin d'études secondaires, ou du certificat luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques ou bien un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes par le Ministre de la Fonction Publique

- avoir une bonne maîtrise des langues luxembourgeoise, française et allemande

- avoir de bonnes connaissances des logiciels MS Office (Access, Excell, Word, Outlook)

- avoir des connaissances en correspondance

Les demandes sont accompagnées des pièces suivantes:

- 1) un extrait de l'acte de naissance
- 2) un certificat de nationalité
- 3) un extrait récent du casier judiciaire
- 4) un certificat d'inscription aux listes électorales
- 5) une notice biographique
- 6) une copie certifiée conforme du certificat luxembourgeois de fin d'études secondaires, ou du certificat luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques ou bien un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes par le Ministre de la Fonction Publique

La direction se réserve le droit de procéder à un premier tri après la vérification des demandes.

Pour tous renseignements supplémentaires prière de s'adresser au secrétariat du personnel du Lycée Technique Josy Barthel à Mamer au tél.: 26 31 40 - 211.

CHOMAGE ET MONDIALISATION

Quel modèle social?



Né sous le signe du cancer? La reprise-fusion Mittal-Arcelor met une nouvelle fois en question la pérennité du modèle luxembourgeois face à la mondialisation.

La France a besoin de réformes, explique un récent livre, mais pas n'importe lesquelles. Le modèle nordique, dont il s'inspire, pourrait également intéresser le Luxembourg.

Les modèles sont en débat. Quelques années difficiles font conclure à l'échec du modèle "Polder", l'étude Pisa éveille l'intérêt pour le modèle finlandais. Et une tripartite houleuse, suivie de la reprise de Mittal par Arcelor, pose la question de la préservation du modèle luxembourgeois. Dans le contexte grand-ducal, un livre intitulé "Faut-il brûler le modèle français?" paraît a priori comme d'un intérêt limité. Cela change quand on sait que la coautrice Dominique Méda n'est pas une chantré du libéralisme, mais une progressiste connue pour ses critiques du productivisme. La réponse à la question du titre est: "Brûler, non, mais il faut le réformer." Une thèse qui pourrait aussi s'appliquer au Luxembourg.

Dans la première partie de leur livre, Alain Lefebvre et Dominique Méda s'emploient à montrer la nécessité de réformes. Ils recensent trois défis: globalisation, changement technologique et démographie. Par la suite, l'accent sera mis sur le premier. En effet, dans le cadre du marché unique européen, la France est soumise à une intense pression concurrentielle. Or, constatent les auteurs, les politiques d'éducation, de recherche, d'égalité des sexes et d'intégration des immigrés, qui permettraient d'améliorer la compétitivité à long terme, manquent d'efficacité. Un constat qui vaut a fortiori pour le Luxembourg.

Surtout, sur le moyen terme, le modèle d'Etat provi-

dence français produit des effets pervers. Il s'agit du modèle qualifié de "corporatiste conservateur" par le théoricien Gosta Esping-Andersen: multiplicité des statuts de salariés, droits sociaux liés à l'exercice d'une profession, importance du modèle familial traditionnel. Le livre met en garde contre le cercle vicieux auquel conduisent, en période de chômage de masse "les inconvénients d'un système de protection dont les ressources sont assises sur l'emploi (les cotisations sociales) et qui, en période difficile où les dépenses augmentent, alourdissent aussi mécaniquement les coûts pesant sur l'emploi, renchérissant celui-ci et dissuadant les entreprises d'embaucher". L'éclatement du principe de solidarité en est la conséquence prévisible: "A mesure que les dépenses deviendront plus lourdes et que



Faut-il brûler le modèle social français? Alain Lefebvre et Dominique Méda, Seuil 2006

l'on hésitera à changer de système, il y aura des divergences d'intérêt, les classes aux plus hauts revenus s'achetant leurs propres systèmes complémentaires de protection et n'ayant plus envie de cotiser sans retour, laissant dès lors les systèmes collectifs se dégrader."

Go north!

Aucune lueur d'espoir? "Si, tournez-vous vers l'aurore boréale", semblent nous signifier les auteur-e-s. D'ailleurs Alain Lebevre est résident suédois et a publié plusieurs ouvrages sur les modèles sociaux nordiques. Ainsi "Faut-il brûler le modèle social français?" est avant tout un livre étudiant les leçons à tirer de la réussite des modèles nordiques. De l'avis des auteurs, "les pays nordiques sont parvenus, après une période d'années noires, à se réformer drastiquement (...), à sauver leur système de protection sociale et leurs principes". Et d'exposer leur credo: "Oui, nous souhaitons allier efficacité économique (pour rester dans la compétition mondiale) et solidarité (parce que nous formons une société); oui, nous sommes capables d'infléchir notre modèle social pour qu'il renoue avec ce qui était sans doute son inspiration de départ."

En quoi consiste la réussite du modèle nordique? Tout d'abord les entreprises y sont compétitives et le chômage peu élevé, sans que cela ne donne lieu à des masses de "working poor", comme dans

le modèle anglo-saxon. Des impôts sur le revenu élevés permettent de financer un Etat providence généreux et redistributif, ainsi que des dépenses de recherche conséquentes: "Les pays nordiques dans leur ensemble (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède), avec moins de 25 millions d'habitants, déposent plus de brevets (...) que la France ou le Royaume-Uni."

Elan vital

Mais surtout, le modèle nordique semble réaliser la fameuse "flexicurité": cela permet aux firmes de disposer d'une main d'oeuvre flexible aussi bien dans le cadre de l'entreprise qu'à travers le marché de l'emploi - licencier et réembaucher. En échange de cela, les salarié-e-s bénéficient d'une grande sécurité, surtout quand ils et elles perdent leur emploi: "Pour une partie non négligeable de la main d'oeuvre, ces périodes de chômage sont davantage des périodes de transition que de drame, d'autant que l'indemnisation du chômage reste stable pendant plusieurs années dans tous les pays." Bien entendu, l'idée est d'utiliser ces périodes pour la formation continue ou la requalification.

Notons que les auteurs n'évoquent guère les critiques dont le modèle nordique dernière version fait l'objet: démantèlement de la fonction publique, effets pervers de la délocalisation des services sociaux, normalisation sociétale extrême. Par contre ils dissipent quelques préjugés tenaces. Ainsi, contredisant le mythe des grand-e-s blond-e-s broyant du noir, mis à part les Finlandais-es, les Français-es se donnent la mort plus souvent que les Scandinaves. Quant à la culture du dialogue social, elle n'exclut pas des conflits durs, telle cette grève de huit semaines en 2005 dans l'industrie papetière finlandaise.

Bernadotte, c'est nous

Ces nuances faites, Lefebvre et Méda mobilisent des statistiques et des études sociologiques pour montrer que les sociétés française et nordique ne sont pas si différentes que ça. Dans leur plaidoyer, ils font feu de tout bois: même l'origine hexagonale des Bernadotte, l'actuelle famille royale de Suède y passe. Il est vrai qu'un rapprochement entre les pays nordiques et la France est plausible, en faisant valoir la longue tradition d'égalité et de fraternité, qui les opposerait notamment aux pays anglo-saxons. Vu du Luxembourg, cela rend optimiste. Si la France a la possibilité d'adopter le modèle nordique, le Grand-duché le peut aussi: certes, il pâtit du même type d'Etat providence, mais il est avantagé par une culture bien rôdée du dialogue social.

Transposition possible donc, mais pas n'importe comment. Les auteurs réclament la flexibilité nécessaire à la recomposition du système productif - un euphé-

misme pour "licenciements massifs". Mais il faut que "les ajustements du système productif soient accompagnés et même précédés d'opérations (...) [pour] assurer que les salariés concernés seront aidés, formés, reconvertis, indemnisés, accompagnés".

Un autre point sur lequel le livre insiste est celui de l'universalisation des droits. Plutôt que de financer la sécu par des cotisations et de conditionner l'accès aux prestations par le statut de salarié, il plaide pour des droits citoyens, avec un financement par l'impôt. Cela rappelle l'entreprise de Dominique Méda dans ses livres précédents, celle d'un "désenchantement" du travail. Mais sa position actuelle semble plus nuancée, puisqu'elle défend un concept de "travail soutenable": entretenir les ressources humaines tout au long de la vie, plutôt que de les consumer comme le fait le modèle productiviste. Ce concept inclut des pratiques comme le temps partiel, choisi à un certain moment de leur vie par les salarié-e-s, mais aussi le recul de l'âge de la retraite. Le livre conclut sur un appel très franco-français à l'esprit de l'an 45, quand après la Libération fût fondée la Sécurité sociale.

Liolène plutôt que José

En somme l'intention du livre, celle de nous vanter le modèle nordique, est méritoire. Cela ne manque pas d'informations et d'idées, mais les arguments ne suffisent pas toujours pour convaincre. En ce qui concerne le Luxembourg, l'optimisme laisse la place au scepticisme au fil de la lecture. En effet, alors que le Luxembourg dispose de certains des atouts "nordiques", les tripartites successives sont le théâtre de combats d'arrière-garde. Visible-ment, les structures de concertation sociale ne sont pas tout, il faut aussi des idées neuves et du courage politique du côté des syndicats comme du côté des responsables politiques.

"Faut-il brûler le modèle social français?" sacrifie par ailleurs à un certain mainstream libéral: faire confiance à "nos" entreprises comme le font les pays nordiques, dépasser les clivages idéologiques - puisque "les réformes à faire ne sont ni de gauche ni de droite". Les auteurs ont-ils eu peur d'écrire un livre "de gauche"? Derrière les diagnostics et les propositions concrètes, on sent que l'utopie est omniprésente: révolution informationnelle, autre rapport au travail, universalisation des droits sociaux, repolitisation de l'économie. Mais elle est bannie du texte, tout comme les évolutions des sociétés et du monde dépassant le court terme. Cela fait que le discours du livre s'insère plutôt dans un programme social-démocrate que dans une plateforme altermondialiste - en vue des présidentielles françaises de 2007. Ceci explique peut-être cela.

Raymond Klein